

Présentation synthétique du projet de recherche (annexe 2)

Titre du projet : **« Metha'Revenus » : Identification et analyse des effets structurels de l'investissement dans une unité de méthanisation (UM) sur les revenus de l'agriculteur.**

Axes dans lesquels s'inscrit le projet :

Notre projet s'inscrit principalement dans la réflexion autour des effets des stratégies de développement d'activités non-agricoles sur la stabilisation du revenu du foyer agricole. Le cas étudié est celui de l'identification des effets structurels de l'investissement dans une unité de méthanisation (UM) sur les revenus de l'agriculteur. Le projet "Metha'Revenus" s'inscrit dans **l'axe 2 « expliquer l'évolution du revenu des agriculteurs »**. Toutefois, puisqu'il s'agit également d'être capable de faire une évaluation fiable des revenus non-agricoles et agricoles générés par l'UM, notre projet s'inscrit également, bien que plus indirectement, dans **l'axe 1 « définir et mesurer le revenu des agriculteurs »**.

Résumé succinct du projet (300 mots max)

Face aux risques d'une plus grande volatilité des revenus, les agriculteurs développent des stratégies qui peuvent prendre la forme d'un repositionnement le long de la chaîne de valeur ou d'une redéfinition de l'activité agricole pour réaliser des économies d'intrants (Devienne et al. 2016) et des gains de productivité. Ces stratégies révèlent l'importance des ajustements structurels dans la stabilisation des revenus des agriculteurs. Une autre stratégie, également de nature structurelle, consiste à assurer la stabilité du revenu du foyer par le développement d'activités non-agricoles. Parmi ces activités non-agricoles, l'investissement dans une unité de méthanisation (UM) se développe aujourd'hui. Les objectifs du présent projet sont (1) d'analyser la restructuration de l'exploitation agricole engendrée par le développement de la méthanisation et (2) de mesurer les revenus potentiels issus de l'UM, tant du fait de l'activité de production et de transformation de méthane que du fait des réductions de coûts et des revenus nouveaux de l'agriculture que la présence d'une unité de méthanisation rend possible. Notre projet s'inscrit dans la question plus large des effets de stratégies portant sur le développement d'activités non-agricoles sur la stabilisation du revenu du foyer agricole (axe 2 de l'appel à projets). Pour y parvenir, deux opérations seront successivement menées. La première opération de recherche identifiera les ajustements structurels agricoles et non agricoles engendrés par l'UM afin de rendre compte des évolutions de revenu possibles. La deuxième opération de recherche permettra de faire une évaluation des revenus nouveaux obtenus (agricoles et non agricoles) grâce à l'activité de méthanisation à partir d'une analyse en termes de comptabilité analytique.

Mots clés (5 max) :

Méthanisation, revenus non-agricoles, restructuration de l'exploitation, déterminants structurels des revenus des agriculteurs, comptabilité analytique.

Institution et désignation du chef de file :

Pascal Grouiez, Maître de conférences en sciences économiques, Université Paris Diderot, Sorbonne-Paris Cité. Membre du laboratoire LADYSS (UMR CNRS 7533).

Durée du projet : 12 mois

Coût total du projet : 120 365 euros

Montant total de la subvention demandée : 55 440 euros

Présentation détaillée du projet de recherche (annexe 3)

Titre du projet : « **Metha'Revenus** » : « **Identification et analyse des effets structurels de l'investissement dans une unité de méthanisation (UM) sur les revenus de l'agriculteur.** »

Objectifs poursuivis : les objectifs du présent projet sont, d'une part, d'analyser la restructuration de l'exploitation agricole engendrée par le développement de l'activité non-agricole qu'est la méthanisation. D'autre part, il s'agira de mesurer les revenus potentiels issus de l'unité de méthanisation (UM) tant du fait de l'activité de production et de transformation de méthane que du fait des réductions de coûts et des revenus nouveaux de l'agriculture que la présence d'une UM rend possible.

Enjeux et intérêt scientifique : L'enjeu scientifique est de mesurer l'évolution du revenu à la fois agricole et non-agricole que l'unité de méthanisation (UM) permet. Il s'agit également de faire la lumière sur un phénomène connexe à l'émergence des UM agricoles, à savoir celui de la restructuration de l'exploitation agricole qu'elles engendrent. Notre projet s'inscrit dans la question plus large des effets de stratégies portant sur le développement d'activités non-agricoles sur la stabilisation du revenu du foyer agricole (axe 2 de l'appel à projets).

Insertion dans la stratégie et/ou le programme de travail de l'institution proposant le projet :

Dans le cadre du nouveau projet quinquennal du laboratoire LADYSS (UMR 7533), qui débutera le 01/01/2019, le chef de file du projet "Metha'Revenus", Pascal Grouiez, sera en charge de l'organisation de l'un des 6 ateliers, **l'atelier 1 "Modèles alternatifs d'entreprises et d'organisations"**. Le projet "Méthà'Revenus" s'inscrit parfaitement dans cet atelier dont l'objectif est d'analyser les phénomènes d'approfondissement des crises (économique, sociale, environnementale) et d'identifier les réponses apportées par les acteurs économiques. Ces crises renforcent les tensions sur l'accès aux ressources (naturelles et financières), les conditions d'emploi, etc. Il s'agit alors de rendre compte des formes émergentes d'organisation qui apportent des réponses à ces fractures sociales, économiques et écologiques. L'engagement des entreprises dans une stratégie de développement durable et d'économie circulaire - à l'image de la méthanisation dans l'agriculture - apparaît comme l'une des réponses possibles et implique de mobiliser à la fois une pluralité de modèles économiques d'entreprise et de saisir les opportunités offertes par les changements institutionnels. A travers l'analyse des revenus nouveaux agricoles et non-agricoles que la méthanisation génère, il s'agit bien d'éclairer dans le projet "Méthà'Revenus" l'existence d'une innovation organisationnelle en réponse à une crise du foyer agricole. Par ailleurs, le projet "Méthà'Revenus" contribuera aux réflexions de **l'atelier 3, "Agriculture, alimentation et cohésion sociale"** LADYSS animé par Ségolène Darly (géographe). Cet atelier a pour objectif d'analyser les restructurations de filières agro-alimentaires liées aux dynamiques territoriales et patrimoniales et aux stratégies foncières. L'hypothèse est que ces dynamiques territoriales et patrimoniales font émerger des formes nouvelles d'agricultures ("raisonnées", "bio", urbaines, périurbaines, etc.) qu'il convient de caractériser. Le projet "Metha'Revenus" contribuera à caractériser une agriculture nouvelle qui s'inscrit dans une logique multifonctionnelle et d'économie circulaire : "l'agriculture bioéconomique".

Description détaillée des opérations à mettre en œuvre dans le cadre du projet

La question des risques de fluctuation du revenu des agriculteurs est devenue un sujet d'importance du fait de la volatilité des prix des matières premières sur les marchés mondiaux, d'une réduction des politiques de régulation de la production à l'échelle européenne (par exemple, fin des quotas laitiers), des risques climatiques, etc. Face à ces risques, les agriculteurs développent des stratégies pour stabiliser, autant que faire se peut, leurs revenus. Ces dernières prennent notamment la forme d'un repositionnement le long de la chaîne de valeur (Gereffi et al. 2005). Ce repositionnement peut s'appuyer sur une logique de circuits courts, d'AOC ou sur une redéfinition de l'activité de l'exploitation pour réaliser des économies d'intrants (Devienne et al. 2016) et des gains de productivité du travail. Ces stratégies révèlent l'importance des ajustements structurels dans la stabilisation des revenus des agriculteurs. Une autre stratégie, également de nature structurelle, consiste à assurer la stabilité des revenus du foyer par le développement d'activités non-agricoles : le travail à l'extérieur du conjoint ; la logique multifonctionnelle par l'agro-tourisme ; le développement d'activités nouvelles à partir des produits et des déchets de l'agriculture (bioéconomie et méthanisation), etc. Le développement d'activités non-agricoles impacte généralement l'activité agricole et s'accompagne d'une restructuration de l'exploitation (par exemple, automatisation de la traite pour pallier la baisse du temps de travail du conjoint sur l'exploitation).

Notre projet contribue à l'identification des conditions de la stabilisation du revenu des agriculteurs en étudiant les ajustements structurels de l'exploitation initiés par la mise en place d'une activité de production de biométhane. La filière méthanisation connaît une spectaculaire croissance en France au cours de ces dernières années. Après les premières unités développées au début des années 2000, le territoire français comportait en 2016 plus de 400 unités, dont 267 unités agricoles collectives ou individuelles, avec un rythme de croissance d'environ 50 unités supplémentaires par an (ADEME, 2017). Le développement de la méthanisation agricole est soutenu par le plan d'action Bioéconomie du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) et à hauteur de 100 millions d'euros au sein du volet agricole du Grand Plan d'Investissement. Pour la poursuite du développement de la filière en France, les conclusions du Groupe de Travail national sur la Méthanisation rendues en mars 2018 ont fait ressortir trois axes prioritaires : compléter le revenu des agriculteurs, professionnaliser la filière et accélérer le montage des projets. Notre projet s'inscrit dans la continuité des objectifs des différents programmes précités puisqu'il étudie l'impact du facteur structurel que constitue l'investissement dans l'UM sur la réorganisation de l'exploitation et sur les sources nouvelles de revenus agricoles et non agricoles que l'UM rend possible. Vis-à-vis du présent appel du MAA, notre projet s'inscrit pleinement dans l'axe 2 « expliquer l'évolution du revenu des agriculteurs ».

Pour y parvenir, deux opérations seront successivement menées. La première opération de recherche identifiera les ajustements structurels agricoles et non agricoles engendrés par l'UM afin de rendre compte des évolutions de revenus possibles. La deuxième opération de recherche permettra de faire une évaluation du revenu nouveau obtenu à partir d'une comptabilité analytique de l'activité de méthanisation. Nous présentons ci-dessous ces deux opérations de recherche.

1) Opération 1 : Identifier les déterminants structurels de l'évolution du revenu lié à la présence d'une unité de méthanisation (Responsable scientifique : Pascal Grouiez)

a) Contenu de l'opération 1

Pour les agriculteurs, le développement d'une UM peut prendre deux formes : le développement d'une unité de méthanisation individuelle agricole (UMIA), dite "à la ferme" (ou individuelle), ou la création d'une unité de méthanisation par un collectif préexistant ou non (dite "centralisée"). Le collectif peut alors être formé d'agriculteurs uniquement (s'appuyant éventuellement sur une coopérative agricole) ou d'agriculteurs et d'autres parties prenantes (citoyens, collectivités territoriales, entreprises non-agricoles, etc.). Quel que soit le type d'UM choisi, cela s'accompagne d'une variété d'options technico-économiques plus ou moins conditionnées par la nature de l'UM (à la ferme ou collective) : définition de la taille de l'UM, choix du type de valorisation énergétique (notamment entre cogénération et injection), sources des intrants pour l'UM, statut juridique, etc. Le prérequis pour cette opération 1 est donc de recenser les différents choix possibles offerts à l'agriculteur qui décide de la mise en place d'une UM.

L'objectif central de l'opération 1 sera ensuite d'identifier les impacts des choix que nous venons de décrire sur l'évolution du revenu des agriculteurs et sa stabilisation éventuelle. Les impacts peuvent provenir de l'activité nouvelle associée à l'UM et/ou de la modification du revenu agricole. Cette modification dépendra des choix concernant l'UM puisqu'ils conduisent à des réorganisations variées des exploitations agricoles. Ses effets sur l'exploitation peuvent être diversifiés :

- Un effet sur le niveau d'endettement et la capacité d'investissement de l'exploitation (une UMIA coûte en moyenne 2 millions d'euros mais ce coût dépend du choix technique, il est en effet plus coûteux d'investir dans un procédé de type "injection" que dans un procédé de type cogénération, voir APESA (2018, p. 14)), ce qui peut conduire à d'intenses discussions avec la banque ou la coopérative agricole pour notamment ajuster l'activité agricole en conséquence.
- Un effet sur l'intensité capitalistique de l'exploitation qui conduit généralement à une nouvelle organisation du travail et éventuellement à l'embauche de salariés (notamment du fait des compétences techniques particulières de l'UM qui ne sont pas toujours maîtrisées par l'agriculteur lui-même).
- La réalisation d'économie d'intrants, du fait des produits joints de l'UM que sont la chaleur (dans le cas de la cogénération) et le digestat (utilisable en tant qu'engrais ayant l'avantage d'être très peu odorant).

b) Méthode de travail pour l'opération 1

Afin d'identifier les modifications structurelles de l'exploitation agricole générée par l'UM, nous privilégierons la méthode des entretiens semi-directifs auprès d'agriculteurs ayant investi/ou projetant d'investir dans une UM individuelle ou collective. L'échantillon, d'environ 40 unités de méthanisation, sera défini à partir de critères portant sur les déterminants structurels qui caractérisent l'UM :

- La nature collective ou individuelle du projet,
- La date de création du projet en lien avec l'évolution des politiques publiques de subventions,
- La taille de l'UM,
- Ses caractéristiques techniques (injection, cogénération),
- La nature de l'orientation technico-économique des exploitations (polyculture élevage, grandes cultures, etc.),
- Le niveau d'avancement du projet (UM au stade de la réflexion, UM en construction, UM en fonctionnement),

- Le territoire d'implantation. Trois régions seront étudiées :
 - Le Grand Est, du fait de la collaboration avec l'équipe du Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.
 - La Nouvelle-Aquitaine, du fait du cofinanceur « l'APESA ».
 - L'Ile-de-France, puisque le porteur du projet est en poste à l'Université Paris Diderot.

NB : L'intérêt de procéder à cette étude comparative est de dégager les tendances propres aux facteurs territoriaux (nature de la spécialisation agricole et du gisement de déchets organiques ; effets des organisations économiques avec par exemple une présence plus ou moins forte des coopératives agricoles ou d'investisseurs institutionnels, etc.). Cette approche permettra de nourrir des comparaisons futures avec d'autres territoires européens à partir de recherches menées au sein de la communauté scientifique (voir par exemple pour le cas de l'Allemagne Vue et Garambois 2017).

L'opération 1 s'inscrit dans une démarche de socio-économie. Nous accorderons une place privilégiée à l'enquête de terrain par l'entretien semi-directif. Ce dernier repose sur un guide d'entretien composé de questions structurées de manière à rester ouvertes, ce qui permet d'inciter l'interviewé à dévoiler davantage le fond de son raisonnement. Les questions sont très précises, mais le chercheur ne les pose que très rarement dans un ordre prédéfini, utilisant cette souplesse pour guider la discussion. Les entretiens semi-directifs ont une durée moyenne de deux heures. Ils devront se dérouler en trois étapes. Une partie de l'enquête visera à collecter des informations sur l'exploitation lors de la visite des installations dédiées aux activités purement agricoles. La deuxième partie de l'enquête portera sur l'UM et se fera en même temps que la visite des installations dédiées à la production énergétique. Enfin, la dernière partie de l'entretien aura pour objectif de comprendre comment les deux activités sont articulées par l'agriculteur, définissant ainsi son "business model".

c) *Indicateurs de suivi et d'évaluation*

La gestion du risque de cette opération porte essentiellement sur la capacité de l'équipe à mener correctement l'ensemble des entretiens semi-directifs. Pour assurer le bon déroulement de cette étape, nous avons développé une logique de binôme pour chacun des terrains. Alexandre Berthe et Pascal Grouiez seront en charge du terrain en Ile de France et en Nouvelle Aquitaine, tandis que Romain Debref et Franck-Dominique Vivien coordonneront le terrain pour le Grand Est.

2) Opération 2 : **Mesurer le niveau du revenu lié à l'activité de l'UM.** (Responsable scientifique : Yulia Altukhova-Nys).

a) *Contenu de l'opération 2*

Une fois identifiés les déterminants structurels de l'UM, ses effets sur la réorganisation de l'exploitation et les potentiels nouveaux de revenus (et réduction de coûts de production) que cette dernière permet de dégager, nous poserons la question de la mesure des revenus réellement dégagés par la présence d'UM. Cette question est de nature relativement complexe du fait de la variété des choix d'imbrication de l'UM dans l'exploitation agricole. Cette variété se joue principalement à deux niveaux : un niveau économique et un niveau juridique.

En ce qui concerne l'aspect économique, cela fait directement écho aux résultats qui seront obtenus à la suite de nos entretiens semi-directifs dans l'opération 1. En effet, l'ensemble des choix exposés précédemment va venir influencer de manière très variée les économies et la recette réalisées par l'exploitation : par exemple, l'UM de type cogénération peut conduire à utiliser la chaleur pour sécher du grain. Ce séchage permet, d'une part, de réduire la facture énergétique de l'exploitation et, d'autre part, d'augmenter la qualité du grain. L'exploitation agricole verra donc son compte d'exploitation évoluer avec l'intégration de l'UM. C'est cette évolution que nous souhaitons mesurer afin de proposer une méthode de valorisation de l'impact de l'UM sur le compte de résultat de l'exploitation agricole. Pour mesurer l'impact de cette évolution sur les revenus des agriculteurs, il faudra chercher à produire un compte de résultat propre à l'UM - l'UM apparaissant le plus souvent comme un atelier au sein d'une exploitation agricole - afin de proposer, d'une part, une mesure des revenus non-agricoles générés par l'UM et, d'autre part, une mesure des gains de revenus agricoles obtenus par l'effet de l'UM sur l'exploitation agricole elle-même. Cette mesure devra également prendre en compte l'impact des politiques publiques (prix subventionnés) sur le niveau des revenus nouveaux dégagés, afin d'identifier le niveau de la rentabilité de l'UM avant et après subventions publiques. Il s'agira de voir si les politiques publiques jouent un rôle déterminant sur la rentabilité de l'UM afin d'identifier les effets d'un arrêt des politiques de rachats de l'énergie sur l'expansion des UM en France.

En ce qui concerne l'aspect juridique, nous faisons référence ici au fait que nous chercherons à comprendre et à mesurer les effets du choix de séparer l'activité de production d'énergie de l'activité agricole (notamment par la création d'une entreprise dédiée à la production de méthane) sur les revenus dégagés par cette activité nouvelle. En effet, les entretiens préliminaires sur le sujet, que nous avons réalisés en juillet 2017 et juin 2018 dans le département des Ardennes (dans le cadre du projet APESA), révèlent que l'UM peut se présenter aussi bien comme un atelier à l'intérieur d'une exploitation agricole (cas exposé dans le paragraphe précédent) ou bien comme une entreprise non agricole à part entière, donnant lieu à l'établissement d'une comptabilité propre. Ce choix de nature juridique peut être lié à différents éléments :

- La recherche de fonds propres au moment du montage financier du projet pour remplir les critères imposés par le financeur (la banque) peut conduire l'agriculteur à séparer l'UM de l'exploitation afin de faire entrer du capital extérieur, ce que le statut d'exploitant agricole pourrait ne pas permettre.
- Des raisons fiscales (pouvoir continuer à bénéficier des avantages fiscaux propres aux GAEC, par exemple).
- Des raisons économiques : le projet est collectif, l'agriculteur considère alors l'UM comme une « business unit » au sens où il s'agit avec l'UM de trouver des débouchés non alimentaires à sa production agricole (même si la production en question relève davantage du déchet agricole). L'indépendance juridique de l'UM est une manière d'acter cette distinction entre l'activité agricole et l'activité de valorisation non agricole des produits de l'agriculture.

Cette deuxième partie du projet s'inscrit davantage dans l'axe 1 de l'appel à projets « définir et mesurer le revenu des agriculteurs » dans le sens où il s'agit d'être capable de faire une évaluation fiable des revenus non-agricoles et agricoles générés par l'UM afin de proposer un outil d'aide à la décision à destination des agriculteurs et de leur environnement institutionnel (Etat, collectivités, chambres d'agriculture, coopératives agricoles).

b) *Méthode pour l'opération 2*

Pour mesurer le niveau du revenu dégagé par l'UM et les gains de revenus agricoles issus de l'impact de l'UM sur la restructuration de l'exploitation, nous proposons de procéder à une étude de type "comptabilité analytique" sur un échantillon des entreprises interrogées dans le cadre de l'opération 1. La comptabilité analytique, s'appuyant sur différents outils de calcul, permet à l'agriculteur de « contrôler le fonctionnement de son exploitation et éventuellement de préparer des décisions futures » (Gaudin *et al.*, 2011, p.360). Dans ce cadre méthodologique, nous réaliserons des calculs de coûts « classiques » sur l'activité de méthanisation, sur la base des données comptables de l'exploitation agricole. Il s'agira de construire un compte de résultat spécifique représentatif des revenus dégagés par une UM et des profits générés par la transformation de l'exploitation engendrée par la présence de l'UM. Pour y parvenir nous sélectionnerons 4 entreprises parmi celles interrogées dans le cadre de nos entretiens semi-directifs (soit 10% de l'échantillon, voir point 1), 2 exploitations agricoles devront ne pas avoir séparé l'UM de leur exploitation agricole, les deux autres devront avoir juridiquement découplé l'UM et l'exploitation agricole (l'une sans lien avec un projet collectif, l'autre en lien avec un projet collectif). Une fois que nous aurons procédé à cet échantillonnage, nous soumettrons aux dirigeants des UM sélectionnés un questionnaire afin de procéder à l'analyse de leur compte de résultat et de leur bilan comptable. Par ailleurs, nous prévoyons de présenter un compte de résultat de la seule activité méthanisation pour chaque UM étudiée, permettant la comparaison des revenus et profits obtenus sur des fermes disposant de méthaniseurs dans des structures juridiques différentes (UM séparée ou non de l'exploitation principale). Il s'agit donc d'isoler les charges courantes et produits de cette activité (méthode des "coûts spécifiques") pour présenter des comptes de résultat retraités. De même, en mobilisant des méthodes de calculs en "coûts partiels" (coûts spécifiques, *direct costing*) nous devrions pouvoir identifier la contribution de l'UM à la couverture des charges de structure (hors méthanisation) de l'exploitation agricole et, si les données le permettent, déterminer un seuil de rentabilité de l'activité méthanisation.

Enfin, pour nous accompagner dans notre démarche comptable, les données de la comptabilité analytique et de la comptabilité financière ainsi que d'autres indicateurs et outils (classiques pour l'agriculture) pourraient être utilisés, par exemple : revenu disponible, efficacité économique de l'exploitation, délai de retour sur investissement.

c) *Indicateurs de suivi et d'évaluation*

Il peut s'avérer difficile d'obtenir les données comptables analytiques des agriculteurs, sachant que dans la pratique, les exploitants ne tiennent pas tous régulièrement la comptabilité mais confient ce processus aux centres de gestion comptable (par exemple, les CDER en Marne ou le réseau CERfrance). Le cas échéant, ces centres de gestion agricole pourraient fournir des données très utiles permettant d'avoir des repères sur les systèmes de production. De même, les commissions agricoles des Conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables ou l'Union nationale des experts comptables agricoles (association disposant de plusieurs administrateurs en Champagne-Ardenne) pourraient nous fournir un appui à la fois pour la compréhension des spécificités comptables liées à la méthanisation et pour faciliter notre accès à l'information comptable des exploitations sélectionnées (moyennant l'accord préalable du chef d'exploitation).

Résultats attendus

Les résultats attendus se situent sur trois plans. Le premier d'entre eux concerne l'identification de la liste des effets structurants de l'activité de méthanisation sur l'exploitation agricole en fonction des types d'exploitations et des choix de méthanisation (par exemple : niveau de gain associé, niveau d'endettement, etc.). Le deuxième vise à comprendre comment ces ajustements et transformations structurels de l'exploitation agricole sont source de nouveaux revenus (agricoles et non agricoles). Le troisième plan des résultats attendus est de procéder à une mesure de ces revenus au moyen de la comptabilité analytique et des indicateurs produits. L'ensemble de ce travail va permettre de produire des travaux scientifiques sur un thème novateur et qui permettra de produire des documents d'informations étayées et fiables à destination des agriculteurs pour les guider dans leur projet futur de méthanisation et d'optimisation de leur source de revenus.

Livrables prévus

- Rapports : Rapport intermédiaire, Rapport final, Note de synthèse de l'étude
- Article pour "Notes et Études Socio-Économiques"
- Plaquette à destination des agriculteurs et des organismes de gestion

Valorisations et communications

Organisation d'une journée d'étude Méthanisation et Revenus des agriculteurs.

Deux publications scientifiques (revues visées en sciences économiques : *Économie Rurale*, *Revue d'Économie Industrielle*, *Canadian Journal of Agricultural Economics* ; en sciences de gestion : *Revue Française de Gestion*, *Revue de l'Organisation Responsable*, *Finances-Contrôle-Stratégie*).

Participations à des congrès de recherche (EAEPE, AFEP, JRSS) et des rencontres avec des professionnels de la méthanisation (JRI biogaz, expobiogaz)

Porter un atelier dédié à la méthanisation au sein du congrès de l'AFEP 2019.

Modalités de pilotage, de suivi de projet et, le cas échéant, de coordination des partenaires du projet.

Le comité de pilotage prendra la forme de réunions de coordination à Reims ou Paris (trois dans l'année) au cours desquelles seront discutées principalement les méthodes d'enquêtes des opérations 1 et 2. La réunion 2 sera particulièrement importante car elle assurera le lien entre les résultats de l'opération 1 (contacts pris et enquêtes sur les déterminants structurels des nouveaux revenus issus de la méthanisation) et la sélection des exploitations pour lesquelles une analyse de comptabilité analytique sera réalisée via une enquête de terrain dans l'opération 2.

Le suivi du post-doctorant sera assuré par Pascal Grouiez et Alexandre Berthe. Le post-doc sera rattaché au laboratoire LADYSS et aura un bureau dans le bâtiment Olympe de Gougues (Paris 13ème), au sein de l'Université Paris Diderot, lieu de travail du chef de file. La procédure de recrutement se fera en accord avec les prérogatives exigeantes du CNRS en la matière (publication de l'offre en amont, entretien avec les candidats, etc.).

Le budget sera géré par le LADYSS et l'ensemble de l'équipe (le membre du LADYSS, le membre du LIED, et les membres du laboratoire REGARDS) fera appel aux gestionnaires du LADYSS pour la gestion de leurs missions (enquêtes et colloques).

Calendrier du projet dont un tableau synthétique est proposé en annexe 5.

fin octobre 2018

Une **réunion de lancement du projet** sera organisée fin octobre 2018. Elle réunira l'équipe rémoise et l'équipe parisienne à Paris. Il s'agira principalement de faire le point sur les tâches liées aux deux opérations.

Pour l'opération 1 :

- Modification du questionnaire déjà existant et testé en juin 2018 dans le cadre d'une pré-enquête dans les Ardennes.
- Prise de contact avec les agriculteurs dans le "Grand Est" en privilégiant la Marne et l'Aube.
- Profilage du post-doc à recruter.

Pour l'opération 2 :

- Rédaction des questions à insérer dans le questionnaire de l'opération 1 et relatives à la comptabilité analytique afin de nous permettre d'identifier les 4 entreprises "candidates" pour lesquelles il sera réalisé une comptabilité analytique lors d'un deuxième entretien dans le cadre de l'opération 2.

Novembre 2018

- Soumission de la fiche de poste du post-doc au CNRS.
- Première campagne d'entretien dans le "Grand Est" et en "Nouvelle Aquitaine" pour un total d'environ 15 exploitations (*opération 1*).

Décembre 2018

- Audition des candidats, choix du post-doc

Janvier 2019

- recrutement du post-doc pour une durée de 8 mois (Janvier-Août 2019)
- Réalisation de la deuxième campagne d'entretiens par le post-doc qui aura lieu en "Ile-de-France" pour un total d'environ 10 exploitations (*opération 1*).

Février-Mars 2019

- Réalisation de la troisième campagne d'entretiens qui aura lieu dans les régions "Grand Est" et "Ile-de-France" pour un total de 15 exploitations.
- Organisation d'une journée d'étude Méthanisation et Revenus des agriculteurs à l'Université Paris Diderot en invitant des professionnels (agriculteurs) et des institutionnels (ADEME, Chambre d'agriculture, Banque, etc.)

Avril 2019 :

- rédaction et remise du rapport intermédiaire
- début de rédaction d'un article de recherche en lien avec l'opération 1
- Réalisation de la **deuxième réunion de coordination avec l'équipe rémoise** pour faire le point sur le bilan de l'*opération 1* et préparer l'*opération 2* (sélection des 4 entreprises qui feront l'objet de l'enquête de comptabilité analytique sur la base des enquêtes de l'*opération 1*).

Mai-Juin 2019 :

- réalisation des 4 entretiens de comptabilité analytique
- Traitement des enquêtes de l'opération 2
- Rédaction d'un article à destination d'une revue de gestion et comptabilité en lien avec l'*opération 2*.

Juillet-septembre 2019 :

- Début juillet, atelier “méthanisation et revenus” dans le cadre des 10 ans du congrès de l’AFEP à Lille.
- Rédaction du rapport final et de la note de synthèse
- Rédaction d’une plaquette à destination des agriculteurs et des organismes de gestion
- **3ème réunion du comité de pilotage de bilan pour préparer la présentation du rapport au MAA.**

Insertion du projet dans d’autres programmes de recherche : préciser le cadre, les éventuels autres volets et l’articulation, l’intérêt et la complémentarité du projet présenté au regard de ces autres actions

1) Programme LIED-APESA

En ce qui concerne la structure qui cofinance le projet, le laboratoire Interdisciplinaire des Energies de Demain, le projet s’inscrit parfaitement dans l’axe “Territoire et sociétés dans la longue durée” (http://www.lied-pieri.univ-paris-diderot.fr/?page_id=184). Dans cet axe, les questions d’énergie y sont placées dans les perspectives classiques des sciences sociales : l’espace et les territoires, le temps envisagé dans ses diverses durées, et la société. Au sein de cet axe de recherche, **MetSHS - Mix énergétique des territoires en SHS** - est un projet structurant, porté par Alexandre Berthe, pour le prochain quinquennal à partir de 2019. Ce projet porte sur l’analyse des configurations institutionnelles, sociales et économiques favorables à la production d’énergies à l’échelle des territoires, notamment dans le contexte des territoires ruraux. Ce projet propose, par une double approche quantitative/qualitative, d’étudier le rôle des conflits et compromis d’acteurs dans la transformation par la transition énergétique des territoires et de leurs occupants. La place de l’agriculture et des agriculteurs dans ce projet, et donc de la méthanisation, y est centrale. En particulier, l’étude de la méthanisation en France est l’enquête pilote devant permettre de produire une analyse systématique du Mix énergétique des territoires par les SHS au sein du LIED. Dans ce cadre, le projet LIED-APESA (2017-1019), intitulé Méthanisation et mix énergétique au sein des territoires en Nouvelle Aquitaine, a pour ambition d’analyser l’implantation de la filière de la méthanisation en Nouvelle Aquitaine et de comprendre les conséquences de ce changement sur les territoires de cette région. Le projet “Métha’Revenus” s’inscrit pleinement dans le prolongement d’un des axes de recherche du projet LIED-APESA en étudiant un changement spécifique, celui de la structure des exploitations agricoles du territoire. L’analyse socioéconomique nécessaire au projet LIED-APESA sera en partie mutualisée avec le projet Métha’Revenus.

2) Programme BIOCA (Bioéconomie en Champagne Ardenne)

Le projet “Métha’Revenus” bénéficiera de l’appui des recherches menées dans le cadre du Programme BIOCA (Bioéconomie en Champagne-Ardenne) qui bénéficie d’un financement de la part du PSDR4 (2018-2021). Ce programme BIOCA, qui est porté par le Laboratoire REGARDS de l’URCA, vise à faire l’inventaire, en Champagne-Ardenne, des formes de bioéconomie que l’on peut y observer ou qui y sont en émergence - dont la méthanisation, aujourd’hui en pleine expansion. L’étude de l’articulation des productions et valorisations agricoles et non-agricoles par les agriculteurs et les secteurs de l’agro-alimentaire et de la chimie est au cœur de ce programme de recherche. Un volet spécifique à la comptabilité

bioéconomique est développé actuellement au sein du programme BIOCA par l'équipe de chercheurs en sciences de gestion (comptables) qui s'investira aussi dans le projet "Métha'Revenus". A terme, ces recherches relatives à la comptabilité environnementale agricole développée au sein de BIOCA et de "Métha'Revenus" devraient prendre place au sein de la chaire de "Comptabilité écologique" qui est en cours de négociation entre AgroParisTech, l'Université Paris-Dauphine, le laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne Ardenne, la CDC biodiversité et le Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris-Ile de France. Cette chaire se veut être une plate-forme multi-acteurs (académiques, institutionnels, entreprises...) pour le développement, l'expérimentation et la promotion de la comptabilité écologique dans une perspective de soutenabilité forte.

Bibliographie :

ADEME (2017), *Méthanisation : feuille de route stratégique*, ADEME éditions, Paris, 40 p.

APESA (2018), *"collectivités méthanisation, faciliter, accompagner, participer à l'installation d'unités de méthanisations agricoles dans les territoires"*.

(<https://indd.adobe.com/view/a21b4a76-4cce-403b-9d0b-f51bf193d988>)

Devienne S., Dieulot R., Falaise D., Garambois N., Mischler P., Perrot C. (2016), *Les exploitations d'élevage herbivore économes en intrants (ou autonomes) : quelles sont leurs caractéristiques ? Comment accompagner leur développement ?*, Étude financée par le MAA

Gaudin M., Jaffrés C., Réthoré A. (2011), *Gestion de l'exploitation agricole. Éléments pour la prise de décision à partir de l'étude de cas concrets*. 3^e Éd. Lavoisier. Coll. Agriculture d'Aujourd'hui.

Gereffi G., Humphrey J. & Sturgeon T.J. (2005), "The governance of global value chains", *Review of International Political Economy*, 12(1), pp.78–104.

Vue S. et Garambois N. (2017), « Politique énergétique allemande et agriculture au Jura souabe : denrées agricoles ou méthane ? », *Économie rurale*, n° 362, p. 49-64.

Présentation de l'équipe de recherche (annexe 4)

NB : Présentation par institution et par opération.

A) Université Paris Diderot

1) Laboratoire LADYSS (UMR 7533), opération 1 et 2;

Pascal GROUIEZ (CV détaillé du chef de file)

INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

Structure de rattachement : (Tutelles Gestionnaires de financement) Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) Délégation Régionale Ile de France Ouest et Nord

Adresse : 1 place A briand 92195 Meudon cedex

Forme juridique de la structure : EPST

Numéro SIRET : 180089013 00155

Code APE : 7231 Z et 731

Nom et coordonnées (tel et courriel) du responsable scientifique de la structure (CV en pièce jointe) : Nathalie Blanc, nathali.blanc@wanadoo.fr

Nom et coordonnées (tel et courriel) du responsable administratif : LEONACHE Annie, 0145075302, Annie.Leonache@dr5.cnrs.fr

Adresse professionnelle, tel. et e-mail : Université Paris-Diderot-P7, Bâtiment Olympe de Gouges, Case courrier 7001, 5 rue Thomas Mann – 75205 Paris Cedex 13.(+33)1 57 27 72 98, pascal.grouiez@univ-paris-diderot.

FONCTIONS

Depuis 2013 Maître de conférences en sciences économiques

Université Paris Diderot, UFR Géographie, Histoire, Economie et Sociétés

2011-2013 Maître de conférences en sciences économiques

Université de Nantes, IUT de Saint-Nazaire

DIPLÔMES (OBTENU ET/OU EN PRÉPARATION)

2018 **En cours de préparation :** Habilitation à diriger des recherches (HDR)
Université de Bordeaux, laboratoire GRETHA, UMR CNRS 5113.
sous la supervision de Vincent Frigant (Professeur des Universités en sciences économiques).

2010 Doctorat en sciences économiques PhD in Economics,
Université de Reims Champagne-Ardenne.

Titre: Stratégies des communautés et régulation sectorielle et territoriale des configurations productives : le cas de l'agroalimentaire russe. (Président du jury: Bernard Chavance ; directeur de thèse : Christian Barrère), mention: *très honorable avec les félicitations du jury.*

DOMAINES D'INTÉRÊTS

Économie agricole, Économie industrielle, Chaînes Globales de valeur, Analyse de la transition (économique et écologique), Mésoéconomie (aspects théoriques et méthodologiques).

PUBLICATIONS SÉLECTIONNÉES

Berthe, A., Grouiez, P. et Dupuy, L., 2018. Subordinate firms strategy in Global Value Chains: the case of farmers investing in biogas production. EAEPE Conference, Nice (Accepté sous réserve de modification au sein de la Revue d'Economie Industrielle). [CNRS cat. 3, HCERES cat. B]

Grouiez P, 2018, "Understanding Agro-Holdings in Russia: a Commonsian Analysis", Journal of Economic Issues, *Forthcoming*. [CNRS cat. 3, HCERES cat. B]

Grouiez P. (avec: Labrousse A., Vercueil J., Chanteau JP, Lamarche T., Michel S., Nieddu M.), "Ce qu'une théorie économique historicisée veut dire. Retour sur les méthodes de trois générations d'institutionnalisme", Revue de Philosophie Economique, à paraître [CNRS cat. 3, HCERES cat. B].

Grouiez P., 2017. "Les organisations agricoles dans la Russie de Vladimir Poutine : une lecture commonsienne", in Allaire G., Daviron B. (Eds), Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme, Versailles, Quæ, chap. 14.

Grouiez P., 2014, "Farming strategies regarding "social responsibility" in the Russian agricultural sector", in East West Journal of Economics and Business, Vol. XVII, n°1. [HCERES cat. C].

Grouiez P., 2013, « Des kolkhozes à l'agrobusiness en Russie », in Études Rurales (éd. De l'EHESS), n°190, La financiarisation de l'agriculture, pp. 49-62. [HCERES Histoire].

Grouiez P., 2013, « Nouveaux visages du monde agricole russe », in Gare de l'Est, n°1, pp. 98-105.

Grouiez P., 2012, « OMC : quel impact pour le secteur agricole russe ? », in *Russie.Nei.Reports (IFRI)*, n°15, décembre.

Grouiez P. Kourakin A., 2012, « Le secteur agricole russe : état des lieux », in *Russie 2013, regards de l'Observatoire franco-russe*, cherche-midi (ed.).

Grouiez P., 2011, « Les stratégies des exploitations agricoles et la multifonctionnalité de l'agriculture russe », in Revue d'Études Comparatives Est-Ouest, Volume 42, Issue 02, juin, pp 139-164 [CNRS cat. 4, HCERES cat. C].

Grouiez P., 2009, « Quelles constructions de filières dans l'agriculture russe ? L'exemple d'Orel », in *Économies et Sociétés*, série systèmes agro-alimentaires, n°31, décembre, pp 1857-1878 [CNRS cat. 4, HCERES cat. C].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

Grouiez P., Berthe Alexandre & Dupuy Louis, 2018. "Dominated firms strategy in Global Value Chains: the case of farmers investing in biogas production", 30th Annual EAEPE Conference 2018, 6 to 8 September, Nice (FR).

Grouiez P., 2015, « Les politiques agroalimentaires au sein de l'UEE : complémentarité ou concurrence ? », Colloque *L'Union Économique Eurasienne : des institutions aux échanges*, INALCO, Paris (France), 16 October.

Lamarche T., Nieddu M., Grouiez P., Chanteau JP., 2015, "a regulationist method of meso-analysis", International Conference, "regulation theory in times of crisis", Paris (France), 9-12 June 2015.

Grouiez P. 2014, « Des kolkhozes à l'agrobusiness en Russie », Séminaire international ANR Agrifirme, INP ENSA Toulouse (France), 10, 11, 12 December.

Grouiez P, 2014, "the issue of the quality of milk production in Russia and Bulgaria", New Challenges of Economic and Business Development, International Scientific Conference, Riga (Latvia), 8-9 may.

Grouiez P., Koleva P., 2013, « Les transformations du secteur agricole à l'aune des problématiques de qualité dans la filière laitière en Russie et en Bulgarie », Colloque fédérateur de l'institut CEDIMES, Kiev (Ukraine), 28 october-3 November.

Grouiez P., Koleva P., 2013, "What future for the post-soviet institutional arrangement in agro-industrial sector after the WTO accession of the Russian Federation?", XXV ESCRS Congress, *Rural resilience and vulnerability*, Florence (Italia), 29 jully-1 august.

Grouiez P., 2012, "From Land tenure regime to institutional arrangements of land-use: how do large-scale agricultural production units have emerged in Orel (Russian)?" , IAMO Forum 2012, *Land Use in Transition: Potentials and Solutions Between Abandonment and Land Grabbing*, IAMO, Halle (Germany), 20-22 June.

Grouiez P., 2011, "Firms' strategies on collective goods production in the Russian agricultural sector", XII April International Academic Conference on Economic and Social Development, Haute école d'économie, Moscou (Russia), 5-7 April.

ACTIVITES ACADEMIQUES

Membre du comité de rédaction de la "Revue d'études comparatives est-ouest" (RECEO) (Impact factor: 0.333, catégories "Social & Behavioral Sciences": *2008 Journal Citation Reports®, Thomson Reuter).

Rapporteur pour : *Revue de la régulation - Capitalisme, Institutions, pouvoirs ; Les cahiers du Monde Russe ; Revue Etudes Rurales, Revue Economie Rurale ; Revue Développement Durable et Territoires.*

Co-animateur du séminaire "Régulation sectorielle et territoriale", MSH-Paris Nord.

Co-organisateur de la conférence internationale, "regulation theory in times of crisis", Paris (France) 10-12 June 2015.

Membre élu de la commission recherche (CR) de l'Université Paris Diderot (depuis mai 2018)

Membre du conseil académique (CAC) de l'Université Paris Diderot (depuis mai 2014)
Vice-président nommé au conseil scientifique (CS) de l'UFR Géographie, histoire, économie et sociétés de l'Université Paris Diderot (depuis septembre 2014)

PROJET EN COURS EN LIEN AVEC LE PROJET « METHA'REVENUS »

Projet LIED-APESA sur la Méthanisation Agricole et le développement territorial. Terrain principal en Nouvelle-Aquitaine et contenant une comparaison avec le département des Ardennes.

CV DES AUTRES MEMBRES DU PROJET "METHA'REVENUS"

2) Laboratoire du LIED (UMR CNRS 8236), opération 1 :

Alexandre BERTHE

Maître de conférences en sciences économiques et ingénieur agronome, Université Paris Diderot, Laboratoire LIED (UMR CNRS 8236), UFR Géographie, Histoire, Économie et Sociétés, 5 rue Thomas Mann, 75013 Paris. Courriel : alexandre.berthe1@gmail.com.
Téléphone : 01.57.27.84.48.

Rôle dans le projet :

Contribution dans l'opération 1 : prise de contact auprès d'agriculteurs et réalisation d'entretiens semi-directifs en Ile de France. Co-rédaction d'un article scientifique autour du thème de la méthanisation et des revenus agricoles. Co-rédaction d'une plaquette visant à accompagner les agriculteurs projetant de monter une unité de méthanisation à la ferme.

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Berthe, A., Grouiez, P. et Dupuy, L., 2018. Dominated firms strategy in Global Value Chains: the case of farmers investing in biogas production. EAEPE Conference, Nice (Accepté sous réserve de modification au sein de la Revue d'Economie Industrielle).

Berthe A., Candau, J., Ferrari, S., Hautdidier, B., Kuentz-Simonnet, V., Scordia, C. et Zahm, F., 2017, « Contractualisation des MAET et inégalités entre exploitations agricoles », Séminaire EFFIJIE, Bordeaux (Soumis à Economie Rurale).

Ballet J., Berthe A., Ferrari S., 2016. « Justice environnementale et justice alimentaire : une analyse à partir de l'agriculture indienne ». *Économie Rurale*, 352.

Projets en cours :

Projet LIED-APESA sur la Méthanisation Agricole et le développement territorial. Terrain principal en Nouvelle-Aquitaine et contenant une comparaison avec le département des Ardennes.

Projet ANR EFFIJIE : L'Effort Environnemental comme Inégalité : Justice et Iniquité au nom de l'Environnement porté par Jacqueline Candau et Valérie Deldrève. Participation au projet : Analyse des enjeux d'équité et d'inégalités associées à la contractualisation de Mesures Agro-Environnementales Territorialisées par les agriculteurs. Analyse statistique sur la France

entière et entretiens semi-directifs, (certains terrains sont situés sur les mêmes territoires que ceux de “Métha’Revenus”, notamment sur la Nouvelle-Aquitaine).

Réseau MetSHS : Animation du réseau de chercheurs sur le Mix Énergétique des Territoires avec organisation de séminaires et de workshop.

B) Université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire REGARDS (EA 6296)

Opération 1 :

Romain DEBREF

Maître de conférences en Sciences économiques, Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : romain.debref@univ-reims.fr, tél : 03.26.91.97.34.

Rôle dans le projet :

Contribution dans l’opération 1 : prise de contact auprès d’agriculteurs et réalisation d’entretiens semi-directifs dans le Grand Est.

Projets en cours :

- Membre du Programme BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (PSDR4)
- Secrétaire général du réseau “Research Network on Innovation (RNI)”
- Scientific board of the journal Technology and Innovation

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Debref, R., (2018), Environmental Innovation and Ecodesign - Certainties and Controversies, ISTE/WILEY, Vol. 17, London. Retrieved from <http://iste.co.uk/book.php?id=1364>.

Debref, R., (2017), Revising Boundaries of the Process of Environmental Innovation to Prevent Climate Change, Journal of Innovation Economics & Management, (24), 9–34.

Franck-Dominique VIVIEN

Professeur en sciences économiques, Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : fd.vivien@univ-reims.fr, tel. : 03.26.91.87.19

Rôle dans le projet :

- Contribution dans l’opération 1 : appui pour la mobilisation des divers réseaux pour la prise de rendez-vous des entretiens avec les agriculteurs et les responsables d’institutions (Chambre d’agriculture, etc.)
- Contribution dans l’organisation de la journée d’étude Méthanisation et Revenus des agriculteurs.

Projets en cours :

- Co-responsable du Programme BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (BIOCA) (PSDR4).
- Responsable de l'axe « Agro-ressources et développement durable » du Laboratoire REGARDS, Université de Reims Champagne Ardenne

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Levidow L., Béfort N., Nieddu M., Vivien F.-D. (2017) « Transition du régime agro-industriel européen vers la bioéconomie : life sciences *versus* agroécologie », in G. Allaire, B. Daviron (coords), *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, Paris, QUAE Ed., pp. 167-180.

Nieddu M., Vivien F.-D. (2016) « La bioéconomie entre enjeux économiques et projet de société », *Biofutur*, n°378, juillet-août, pp. 60-61.

Nieddu M., Vivien F.-D. (2015) « La bioraffinerie comme objet transitionnel », texte de présentation du « Dossier chimie verte », *Economie rurale*, 2005/5, n°349-350.

Nieddu M., Vivien F.-D. (2015) « La chimie verte, une fausse rupture ? Les trajectoires de la transition écologique », *Revue française de socio-économie*, pp. 139-153.

Nieddu M., Vivien F.-D. (2014) « Quels apports de l'approche patrimoniale pour l'analyse des transitions vers un développement soutenable ? L'exemple de la « chimie doublement verte » », *Economie appliquée*, t. LXVII, n°4, pp. 45-69.

Nieddu M., Vivien F.-D., Garnier E., Bliard C. (2014) « Existe-t-il réellement un nouveau paradigme de la chimie verte ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 22, n°2, pp. 103-113.

Communications :

Nieddu M., Vivien F.-D., Houeto J.-D. (2017) « Narratives of/to Bioeconomy, promises economy. Is there one realistic way that can be documented by social scientists ? », LIPHE4 Summer School : "A critical appraisal of current narratives of sustainability through quantitative storytelling", Università di Napoli, 10-14 juillet.

Vivien F.-D., Debref R., Nieddu M., Béfort N. (2017) « Today's Bioeconomy : "The New Age of Wood" of Nicholas Georgescu-Roegen ? », 12th International Conference of the ESEE : "Ecological Economics in Action : Building a Reflective and Inclusive Community", University Corvinus, Budapest, 20-23 juin

Opération 2 :

Yulia ALTUKHOVA-NYS

Maître de conférences en sciences de gestion (comptable), Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : yulia.altukhova@univ-reims.fr.

Rôle dans le projet :

Responsable de l'opération 2 : animation des séminaires de l'équipe des comptables mobilisés dans le projet; réalisation des entretiens de comptabilité analytique auprès des agriculteurs; traitement comptable des données collectées; contribution à la rédaction d'un article scientifique de valorisation des résultats obtenus.

Projet en cours :

- Membre du projet BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (PSDR4)

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Altukhova-Nys Y., Bascourret J.-M., Ory J.-F., Petitjean J.-L. (2017). Mesurer la compétitivité des exploitations agricoles en transition vers l'agro-écologie: un état des lieux des problématiques comptables. *La Revue des Sciences de Gestion* 3 (285-286): p.41-50.

Altukhova Y., Chirobokov V. (2007). Perfectionner la comptabilité de gestion du complexe agro-industriel (en russe). *APK (complexe agro-industriel): économie et gestion*, N° 9: p. 27-31.

Altukhova Y. (2015). L'état de la comptabilité verte des entreprises : le cas du secteur agricole. *Etat des entreprises 2015* (Eds. DRM, V.Perret et G.Nogatchewsky). La Découverte, collection Repères n°648, p.63-72.

Jean-Francis ORY

Maître de conférences en sciences de gestion (comptable), Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : jean-francis.ory@univ-reims.fr, tel. 03 26 91 87 26

Rôle dans le projet :

Contribution dans l'opération 2 : réalisation des entretiens de comptabilité analytique auprès des agriculteurs, traitement comptable des données collectées. Contribution à la rédaction d'un article scientifique dans une revue de sciences de gestion pour valoriser les résultats obtenus.

Projet en cours :

- Membre du projet BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (PSDR4)

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Altukhova-Nys Y., Bascourret J.-M., Ory J.-F., Petitjean J.-L. (2017). Mesurer la compétitivité des exploitations agricoles en transition vers l'agro-écologie: un état des lieux des problématiques comptables. *La Revue des Sciences de Gestion*, 3 (285-286): p.41-50.

Jean-Luc PETITJEAN

Maître de conférences en sciences de gestion (comptable), Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : jl.petitjean@univ-reims.fr,

Rôle dans le projet :

Contribution dans l'opération 2 : réalisation des entretiens de comptabilité analytique auprès des agriculteurs, traitement comptable des données collectées. Contribution à la rédaction d'un article scientifique de valorisation des résultats obtenus.

Projet en cours :

- Membre du projet BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (PSDR4)

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Altukhova-Nys Y., Bascourret J.-M., Ory J.-F., Petitjean J.-L. (2017). Mesurer la compétitivité des exploitations agricoles en transition vers l'agro-écologie: un état des lieux des problématiques comptables. *La Revue des Sciences de Gestion* 3 (285-286): p.41-50.

Jean-Marc BASCOURRET

Maître de conférences en sciences de gestion (comptable), Université de Reims Champagne-Ardenne. Laboratoire REGARDS (EA 6292), UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex. Courriel : jean-marc.bascourret@univ-reims.fr, tel. : 03 26 91 89 22

Rôle dans le projet :

Contribution dans l'opération 2 : réalisation des entretiens de comptabilité analytique auprès des agriculteurs, traitement comptable des données collectées. Contribution à la rédaction d'un article scientifique de valorisation des résultats obtenus.

Projet en cours :

- Membre du projet BIOCA (Bioeconomy in Champagne-Ardenne) (PSDR4)

Bibliographie indicative en lien avec le projet :

Altukhova-Nys Y., Bascourret J.-M., Ory J.-F., Petitjean J.-L. (2017). Mesurer la compétitivité des exploitations agricoles en transition vers l'agro-écologie: un état des lieux des problématiques comptables. *La Revue des Sciences de Gestion*, 3 (285-286): p.41-50.

Composition de l'équipe du projet "Métha'Revenus" (annexe 5)

	Nom Prénom	Structure de rattachement	Nom de l'unité de recherche	Discipline	Adresse complète	Email	Téléphone
Responsable scientifique (chef de file et responsable opération 1)	Pascal GROUIEZ	Université Paris Diderot	laboratoire LADYSS (UMR CNRS 7533)	Sciences économiques	Bat. Olympe de Gouges, Case courrier 7001, 8 place Paul Ricoeur 75205 Paris Cedex 13	pascal.grouiez@univ-paris-diderot.fr	01.57.27.72.98.
Chercheur associé	Alexandre BERTHE	Université Paris Diderot	Laboratoire LIED (UMR CNRS 8236)	Sciences économiques et ingénieur agronome	idem	alexandre.berthe1@gmail.com	01.57.27.84.48.
Chercheur associé	Romain DEBREF	Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences économiques	UFR des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion, 57, bis rue Pierre Taittinger 51096 Reims Cedex.	romain.debref@univ-reims.fr :	03.26.91.97.34.
Chercheur associé	Franck-Dominique VIVIEN	URCA	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences économiques	idem	fd.vivien@univ-reims.fr	03.26.91.87.19.
Chercheur associée (responsable opération 2)	Yulia ALTUKHOVA-NYS	URCA	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences de gestion (comptable)	idem	yulia.altukhova@univ-reims.fr .	
Chercheur associé	Jean-Luc PETITJEAN	URCA	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences de gestion (comptable)	idem	jl.petitjean@univ-reims.fr	
Chercheur associé	Jean-Francis ORY	URCA	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences de gestion (comptable)	idem	jean-francis.ory@univ-reims.fr	03.26.91.87.26.
Chercheur associé	Jean-Marc BASCOURRET	URCA	Laboratoire REGARDS (EA6292)	Sciences de gestion (comptable)	idem	jean-marc.bascourret@univ-reims.fr	03.26.91.89.22.

Calendrier de réalisation du projet de recherche

Mois	Nov.	Dec.	Jan.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Octobre
Activité	Réu 1 (CP) Enq 1	Audt Post-Doc	Rec. Post-Doc	Enq. 2	Enq. 2 Jr. étude	Réu. 2 (CP) Rapport intermédiaire	Enq. 3	Enq. 3	Réu. 3 (CP) Atel AFE P	Red. rapport final	Red. rapport final	Remise rapport final + Note synth. + Plaquette
Comité de Pilotage	X	X	X			X			X			X
Opération 1	X			X	X							
Opération 2							X	X				
Evénements					X				X			X
Livrables						X						XXX

NB : Réu = réunion ; CP = Comité de pilotage ; Enq = Enquête ; Audt = Audition ; Rec = Recrutement ; Jr. = Journée ; Red = rédaction

Détails du tableau de synthèse :

fin octobre, début novembre 2018

Une réunion de lancement du projet sera organisée fin octobre 2018. Elle réunira l'équipe rémoise et l'équipe parisienne à Paris. Il s'agira principalement de faire le point sur les tâches liées aux deux opérations.

Pour l'opération 1 :

- Modification du questionnaire déjà existant et testé en juin 2018 dans le cadre d'une pré enquête dans les Ardennes.
- Prise de contact avec les agriculteurs dans le "Grand Est" en privilégiant la Marne et l'Aube
- Profilage du post-doc à recruter

Pour l'opération 2 :

- Rédaction des questions à insérer dans le questionnaire de l'opération 1 et relatives à la comptabilité analytique afin de nous permettre d'identifier les 4 entreprises "candidates" pour lesquelles il sera réalisé une comptabilité analytique lors d'un deuxième entretien dans le cadre de l'opération 2.

Novembre 2018

- soumission de la fiche de poste du post-doc au CNRS.

- Première campagne d'entretien dans le "Grand Est" et "La Nouvelle Aquitaine" pour un total d'environ 15 exploitations (*opération 1*).

Décembre 2018

- Audition des candidats, choix du post-doc

Janvier 2019

- recrutement du post-doc pour une durée de 8 mois (Janvier-Août 2019)
- Réalisation de la deuxième campagne d'entretiens par le post-doc qui aura lieu en "Ile-de-France" pour un total d'environ 10 exploitations (*opération 1*).

Février-Mars 2019

- Réalisation de la troisième campagne d'entretiens qui aura lieu dans les régions "Grand Est" et "Ile-de-France" pour un total de 15 exploitations.
- Organisation d'une journée d'étude Méthanisation et Revenus des agriculteurs à l'Université Paris Diderot en invitant des professionnels (agriculteurs) et des institutionnels (ADEME, Chambre d'agriculture, Banque, etc.)

Avril 2019 :

- rédaction et remise du rapport intermédiaire
- début de rédaction d'un article de recherche en lien avec l'opération 1
- Réalisation de la **deuxième réunion de coordination avec l'équipe rémoise** pour faire le point sur le bilan de l'*opération 1* et préparer l'*opération 2* (sélection des 4 entreprises qui feront l'objet de l'enquête de comptabilité analytique sur la base des enquêtes de l'*opération 1*).

Mai-Juin 2019 :

- réalisation des 4 entretiens de comptabilité analytique
- Traitement des enquêtes de l'opération 2
- rédaction d'un article à destination d'une revue de gestion et comptabilité en lien avec l'*opération 2*.

Juillet-septembre 2019 :

- Début juillet, atelier "méthanisation et revenus" dans le cadre des 10 ans du congrès de l'AFEP à Lille.
- rédaction du rapport final et de la note de synthèse
- rédaction d'une plaquette à destination des agriculteurs et des organismes de gestion
- **3ème réunion de bilan pour préparer la présentation du rapport au MAA.**

Tableau financier (annexe 6)

	COUT TOTAL	Apport du porteur de projet (LADYSS/REGARDS)	Apport LIED (via projet APESA)	Subvention demandée au MAA
1. Frais de personnel				
1.1 Personnel permanent				
<i>Catégorie des MCF (7 personnes, 200 jr.hommes)</i>	45525	45525		
<i>Catégorie des PR (1 personne, 20 jr.hommes)</i>	5500	5500		
Total frais personnel permanent (1)	51025	51025	0	0
1.2 Personnel non permanent				
<i>Post-doc, chercheur entre 2 et 7 ans d'expérience (1 personne, 8 mois temps plein, soit 243 jr.homme)</i>	45400			45400
<i>2 stagiaires sur 3 mois chacun à plein temps, soit 6 mois de stages, soit 182 jr.hommes</i>	3300		3300	
Total frais personnel non permanent (2)	48700	0	3300	45400
Sous-total couts de personnel	99725	51025	3300	45400
2. Frais de mission (3)				
Enquête 1 - opération 1 (2 personnes)				
<i>frais de déplacement (dont location de véhicule)</i>	1300	0	1300	0
<i>frais d'hébergement</i>	1400	0	1400	0
Enquête 2 - opération 1 (1 personne, le post-doc)				
<i>frais de déplacement (dont location de véhicule)</i>	1200	0	400	800
<i>frais d'hébergement</i>	1000	0	300	700
Enquête 3 - opération 2 (4 personnes)				
<i>frais de déplacement</i>	1400	0	800	600
<i>frais d'hébergement</i>	800	0	500	300
Colloque AFEP (2 personnes)				
<i>frais de déplacement</i>	800	0	800	0
<i>frais d'hébergement</i>	600	0	600	0
<i>Inscription au colloque</i>	400	0	400	0
Comité de pilotage et séminaires MAA				
<i>frais de déplacement</i>	1500	0	500	1000
Sous total frais de mission	10400	0	7000	3400
3. Frais de fonctionnement				
Traduction	1000	1000	0	0
Repas journée d'étude	1000	0	600	400
Comité de pilotage (repas)	300	0	0	300
Mise en forme de la plaquette	2000	0	2000	0
Sous total des frais de fonctionnement	4300	1000	2600	700
4. Frais de gestion (dont secrétariat) (imposé par le CNRS = 12% de la subvention demandée hors salaires publics)	5940	0		5940
Total cout du projet	120365	52025	12900	55440

Précision des calculs pour les frais de personnels permanents pour le projet « Métha'Revenus »

Catégorie des MCF	6 personnes, 153 jr.homme	45525
Pascal Grouiez	40% du temps de recherche	12150
Alexandre Berthe	25% du temps de recherche	9125
Romain Debref	10% du temps de recherche	1875
Youlia Altukhova-Nys	15% du temps de recherche	5475
Jean Francis Ory	10% du temps de recherche	4350
Jean-Marc Bascourret	10% du temps de recherche	5200
Jean-Luc Petitjean	15% du temps de recherche	7350
Catégorie des PR	1 personne, 18 jr.homme	5500
Franck-Dominique Vivien	20% du temps de recherche	5500
Total frais personnel permanent (1)		51025

Fait à Paris, le 14/09/2018

Pascal Grouiez